
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE VENTE, TRANSPORT ET UTILISATION D'ARTICLES PYROTECHNIQUES, D'ARTIFICES DE DIVERTISSEMENT, DE FUMIGÈNES ET DE PÉTARDS DANS LES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU VAR

Le préfet du Var
Officier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive européenne 2013/29/EU du 12 janvier 2013 relative à la mise à disposition sur le marché des articles pyrotechniques ;

Vu le Code de la Défense, notamment l'article L.2352-1 ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.557-1 et suivants ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article 322-11-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2215-1 ;

Vu le Code des Relations entre le Public et l'Administration, notamment l'article L211-2 et suivants ;

Vu le décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret modifié n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret modifié n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, préfet du Var ;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'ordre, la sécurité et la salubrité publiques ;

Considérant les graves troubles à l'ordre public, les dégradations et les violences constatées lors des manifestations à Toulon les samedis 5, 12, 19, 26 janvier, 2, 9 février et les tensions entre manifestants les 16, 23 février, 2 et 9 mars 2019, ainsi que la désorganisation des manifestants entraînant leur scission en plusieurs cortèges et la volonté affichée par une partie d'entre eux d'affrontement avec les forces de l'ordre le samedi 2 mars 2019 ;

Considérant que la manifestation du 16 février a été caractérisée par une opération de blocage de l'hypermarché Carrefour situé sur la commune d'Ollioules, ayant conduit à de très fortes perturbations des voies de circulation et à des tensions entre les manifestants et les personnes souhaitant se déplacer librement ; qu'en outre, le samedi 9 février 2019, des blocages similaires ont eu lieu à proximité d'un autre centre commercial, l'Avenue 83, situé sur la commune de la Valette-du-Var ;

.../...

Considérant qu'en marge de la manifestation du 16 février du matériel incendiaire était découvert et qu'il aurait été destiné à une action contre le port de Brégaillon à La Seyne sur Mer ;

Considérant les tentatives par les manifestants d'envahir à nouveau le péage et la barrière de péage de Bandol les 9 et 10 mars 2019, ayant notamment conduit les forces de l'ordre à interpeller 4 personnes, que celles-ci ont fait l'objet de condamnations en raison de cette action ;

Considérant que les appels à manifester diffusés sur les réseaux sociaux font état d'un acte XVIII sur Toulon le samedi 16 mars pour le 4ème mois de mobilisation des gilets jaunes et la clôture du grand débat national lancé par le gouvernement ;

Considérant qu'un match du rugby club de Toulon doit avoir lieu ce samedi 16 mars 2019 au stade Mayol à 17h00 et que des affrontements ont eu lieu entre les manifestants et les forces de l'ordre en marge du match du 12 janvier 2019 faisant plusieurs blessés graves ; que lors du dernier match organisé un samedi les manifestants ont stationné devant le stade Mayol et, pour certains, tenté de pénétrer dans l'enceinte ;

Considérant qu'une manifestation « marche pour le climat » est prévue la journée du samedi 16 mars, que la manifestation précédente avait rassemblé plusieurs centaines de personnes, que les forces de l'ordre devront donc encadrer et sécuriser simultanément 2 manifestations ainsi que les abords du stade Mayol pour le match de rugby, enfin que des appels sont lancés pour une convergence des différents cortèges dans l'après-midi ;

Considérant le risque de confection de projectiles explosifs et la volonté de certaines personnes d'être présentes armées aux manifestations, notamment pour s'en prendre aux forces de l'ordre tel que découvert le 22 février 2019 concernant le projet d'une personne de se ceinturer d'explosifs pour s'attaquer à la police ;

Considérant que pour prévenir, durant la période du 16 au 17 mars 2019, dans le cadre ou en marge du mouvement des gilets jaunes, ou de tout mouvement revendicatif, tout incident ou trouble à l'ordre public occasionné par l'utilisation d'articles pyrotechniques, d'artifices de divertissement, de fumigènes et de pétards, il convient d'en réglementer l'usage, la vente au détail et le transport sur le territoire des communes du Var ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La cession, la vente, le transport et l'utilisation d'articles pyrotechniques, d'artifices de divertissement, de fumigènes et de pétards sont interdits sur le territoire de l'ensemble des communes du Var du samedi 16 mars 2019 à 8 heures au dimanche 17 mars 2019 à 18 heures.

ARTICLE 2 : Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement, des articles pyrotechniques à des fins professionnelles durant la période susmentionnée à l'article 1, titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 5 et 6 du décret modifié n° 2010-580 du 31 mai 2010 susvisé ne sont pas soumises aux dispositions du présent arrêté.

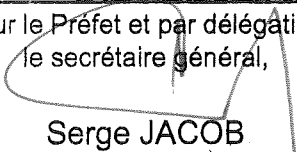
ARTICLE 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Des contrôles aléatoires seront organisés et multipliés pendant cette période par les services de police et de gendarmeries nationales.

.../...

ARTICLE 4 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, le sous-préfet de Draguignan, le sous-préfet de Brignoles, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Var, le directeur départemental de la sécurité publique du Var, les maires des communes du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 14 mars 2019

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Serge JACOB

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa parution :

*- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du préfet du Var ou recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur)
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr*